



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

LETTER OF INTEREST

LETTRE D'INTÉRÊT

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Linguistic Services Division / Division des services
linguistiques

Les Terrasses de la Chaudière

10, rue Wellington, 5ième étage

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet Services de formation linguistique	
Solicitation No. - N° de l'invitation EN578-191887/A	Date 2018-10-24
Client Reference No. - N° de référence du client 20191887	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$ZF-521-33983
File No. - N° de dossier 521zf.EN578-191887	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-11-13	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Courteau, Josianne	Buyer Id - Id de l'acheteur 521zf
Telephone No. - N° de téléphone (613) 720-9517 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA PORTAGE III 11 LAURIER ST Gatineau Quebec K1A0S5 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Demande de renseignements (DDR) à l'industrie

1. Objectifs de la DDR

La présente DDR ne constitue pas une demande de soumissions. Elle ne donnera pas lieu à l'attribution d'un contrat. Par conséquent, les fournisseurs éventuels de tous biens ou services décrits dans cette DDR ne devraient pas réserver de stocks ou d'installations ni affecter de ressources en fonction des renseignements qui y sont présentés. La présente DDR ne donnera pas lieu non plus à la création de listes de fournisseurs. Par conséquent, le fait qu'un fournisseur éventuel réponde ou non à cette DDR ne l'empêchera pas de participer à tout processus d'acquisition ultérieur. En outre, la présente demande de renseignements n'entraînera pas nécessairement l'achat de l'un ou de l'autre des biens et des services qui y sont décrits. Elle vise à obtenir les observations de l'industrie sur les points qui y sont abordés.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) vous demande de formuler des commentaires concernant des offres à commandes (OC) potentielles pour des services de formation linguistiques dans la région de la capitale nationale. L'objectif de la présente DDR est de donner à l'industrie l'occasion d'évaluer et de commenter dès maintenant les besoins, la distribution du travail proposé pour ces OC tout en réduisant les questions qui pourraient se poser lorsque les demandes d'offres à commandes (DOC) seront publiées.

2. Contexte

Il est prévu que l'École de la fonction publique n'aura plus le mandat de mettre à jour et maintenir les programmes de formation en langues secondes dès avril 2019. Face à ce changement, le gouvernement du Canada développe actuellement une stratégie nationale pour la formation de langues secondes. Cette stratégie vise à répondre aux besoins actuels et futurs de tous les employés de la fonction publique. Les futurs outils d'approvisionnement incluront de la formation à distance et en ligne, de la formation adaptée, ainsi que de la formation en dehors des heures de travail normales.

Ces outils d'approvisionnement seront mis en place par étapes sur quelques années.

D'ici à ce que la stratégie nationale pour la formation de langues secondes soit mise en place, le gouvernement du Canada mettra en place des outils temporaires pour répondre à ces besoins immédiats en formation de langues secondes.

3. Portée des travaux

TPSGC envisage une portée des travaux qui inclurait les champs de travail de services suivants dans la région de la capitale nationale :

1. Formation en français ou en anglais de groupe temps plein
 - a. Dans les locaux du fournisseur
2. Formation en français ou en anglais de groupe temps partiel
 - a. Dans les locaux du fournisseur
 - b. Dans les locaux du gouvernement du Canada
3. Formation en français ou en anglais individuelle temps plein
 - a. Dans les locaux du fournisseur
4. Formation en français ou en anglais individuelle temps partiel
 - a. Dans les locaux du fournisseur
 - b. Dans les locaux du gouvernement du Canada

4. Le processus de demande d'offre à commandes

Une demande d'offres à commandes (DOC) sera affichée en décembre 2018. La DOC devrait comprendre une évaluation des exigences obligatoires et des critères cotés par points. Les offrants doivent satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires afin d'être évalués en fonction des critères d'évaluation cotés. Il est prévu que plus d'une offre à commandes sera émise.

Le processus de demande d'offres à commandes devrait comprendre les étapes suivantes:

1. Phase d'évaluation : TPSGC procèdera à l'évaluation des offres. L'équipe de TPSGC évaluera les offres à la suite d'un processus juste et objectif en utilisant les critères publiés dans la DOC.

2. Phase d'attribution des OC: Une fois les offrants retenus et déterminés, TPSGC attribuera les offres à commandes.

3. Transition : Passer des OC actuelles aux nouvelles OC afin d'assurer la continuité des services.

Les OC devraient être pour une durée de deux ans et de 3 périodes optionnelles d'une durée de 12 mois chacune.

5. Exigences relatives à la sécurité

Il n'y a pas d'exigences relatives à la sécurité rattachées à la présentation d'une réponse à la présente DDR.

6. Coûts relatifs à la réponse

Le Canada ne remboursera pas les dépenses engagées par les répondants pour répondre à cette DDR.

7. Traitement des réponses

Utilisation des réponses

Les réponses ne seront pas évaluées. Toutefois, le Canada pourra les utiliser pour élaborer ou modifier ses stratégies d'acquisition. Le Canada examinera toutes les réponses reçues.

Équipe d'examen

Une équipe d'examen constituée de représentants du Canada examinera les réponses. Le Canada se réserve le droit d'embaucher des experts-conseils indépendants ou d'utiliser des ressources du gouvernement, s'il le juge nécessaire, pour l'examen des réponses. Chaque réponse ne sera pas nécessairement examinée par tous les membres de l'équipe complète d'examineurs.

Confidentialité

Les réponses de chaque répondant demeureront confidentielles.

8. Langues officielles

Les réponses à la présente DDR peuvent être présentées dans l'une ou l'autre des langues officielles du Canada.

9. Questionnaire

Présentation des réponses

Le Canada distribue un questionnaire qui comprend des questions précises auxquelles les fournisseurs peuvent répondre. Les fournisseurs qui désirent fournir des commentaires peuvent répondre au questionnaire situé à l'annexe A et le faire parvenir directement à l'autorité de la demande d'information.

Autorité de la demande d'information

Pour toute autre information, prière d'envoyer un courriel à l'adresse suivante :

Josianne Courteau

Josianne.courteau@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Chef d'équipe d'approvisionnement

Direction de l'approvisionnement des services professionnels spécialisés

Téléphone: 613-720-9517

ANNEXE A

Questionnaire

Profil de votre entreprise

1. Dans quelle région votre société mère se trouve-t-elle?

- Région de la capitale nationale (Gatineau/Ottawa)
- Pacifique (Colombie-Britannique et Yukon)
- Ouest (Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut)
- Ontario (à l'exception de la région de la capitale nationale)
- Québec (à l'exception de la région de la capitale nationale)
- Atlantique (Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve-et-Labrador et Île-du-Prince-Édouard)
- Zone visée par une entente sur les revendications territoriales globales (ERTG)

Veuillez préciser laquelle ou lesquelles :

2. À quel(s) endroit(s) votre entreprise offre-t-elle des services de formation en langue seconde?
Veuillez sélectionner toutes les régions applicables.

- Région de la capitale nationale (Gatineau/Ottawa)
- Pacifique (Colombie-Britannique et Yukon)
- Ouest (Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut)
- Ontario (à l'exception de la région de la capitale nationale)
- Québec (à l'exception de la région de la capitale nationale)

- Atlantique (Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve-et-Labrador et île-du-Prince-Édouard)
- Zone visée par une entente sur les revendications territoriales globales (ERTG)

Veuillez préciser laquelle ou lesquelles :

3. Quelle est la taille de votre entreprise?

- Micro-entreprise (de 1 à 4 employés)
- Petite entreprise (de 5 à 50 employés)
- Moyenne entreprise (de 51 à 499)
- Grande entreprise (500 employés ou plus)

4. Quelle proportion de vos employés (professeurs et conseillers pédagogiques) possède un certificat ou un baccalauréat en enseignement d'une langue seconde ?

- Moins de 20%
- de 20 à 39%
- de 40 à 59%
- 60% et plus

Services offerts et programmes utilisés

5. Votre entreprise a-t-elle déjà fourni des services de formation linguistique en français et/ou en anglais langue seconde à des organismes fédéraux ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez indiquer le nombre d'années :

6. Est-ce que votre entreprise fourni, ou sera en mesure de fournir d'ici avril 2019, des services de formation linguistique langue seconde en français et en anglais?

- Oui
- Non

7. A) Quel(s) programme(s) principal(aux) de formation votre entreprise a-t-elle utilisé(s) pour enseigner le français langue seconde? (choisissez toutes les réponses qui s'appliquent)
- Programme de Français langue seconde (PFL2) en copie papier
 - Programme de Français langue seconde (PFL2) en ligne
 - Autre programme : (spécifiez)
- B) Pourquoi avez-vous choisi d'utiliser ce(s) programme(s) de français langue seconde (avantages et inconvénients)?
8. A) Quel(s) programme(s) principal(aux) de formation votre entreprise a-t-elle utilisé(s) pour enseigner l'anglais langue seconde? (choisissez toutes les réponses qui s'appliquent)
- Communicative English at Work Program (CEWP) en copie papier
 - Communicative English at Work Program (CEWP) en ligne
 - Autre programme : (spécifiez)
- B) Pourquoi avez-vous choisi d'utiliser ce(s) programme(s) d'anglais langue seconde (avantages et inconvénients)?

9. Dans les prochains outils d'approvisionnement, l'utilisation des programmes PFL2 et CEWP ne sera plus requise. Les entreprises qualifiées n'auront plus accès aux versions en ligne du PFL2 et du CEWP, ni à aucun des autres produits actuellement disponibles en ligne à partir du site de l'École de la fonction publique du Canada. Les versions PDF du PFL2, du CEWP et de certains autres produits resteront cependant disponibles sur le site des [Publications du gouvernement du Canada](#).

Quels seront les impacts pour votre entreprise?

10. Votre entreprise est-elle présentement (ou d'ici le 1^{er} avril 2019) en mesure d'offrir un programme d'enseignement du français ou d'anglais langue seconde basé sur des situations de communication en milieu de travail?
- A) Français langue seconde
- Oui
 - Non
- B) Anglais langue seconde
- Oui
 - Non

11. Si oui (en 11 A) et/ou en 11 B)), est-ce que votre programme est (ou sera) en lien avec les [normes de qualifications relatives aux langues officielles](#) et les [compétences évaluées aux tests de la Commission de la fonction publique?](#)

A) Français langue seconde

Oui

Non

B) Anglais langue seconde

Oui

Non

Commentaires :

12. Pour quel type de formation votre entreprise serait-elle intéressée à fournir des services au gouvernement du Canada? Veuillez choisir toutes les options applicables.

Type de formation	Chez l'offrant	En institution fédérale
Temps plein individuelle Français et anglais	<input type="checkbox"/>	
Temps partiel individuelle Français et anglais	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Temps plein de groupe Français et anglais	<input type="checkbox"/>	
Temps partiel de groupe Français et anglais	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

13. Votre entreprise est-elle prête à former des groupes ayant des rythmes d'apprentissage différents?

Oui

Non

14. Quels outils et quelles pratiques utilisez-vous pour mesurer la qualité de vos services?

Oui

Non

15. A) Est-ce que votre entreprise serait intéressée à fournir des services de formation linguistique dans ses propres locaux?

Oui

Non

B) Si oui, Veuillez indiquer à l'intérieur de quelle zone de la carte ci-dessous vos locaux de formation se situent. Choisir toutes les options applicables :

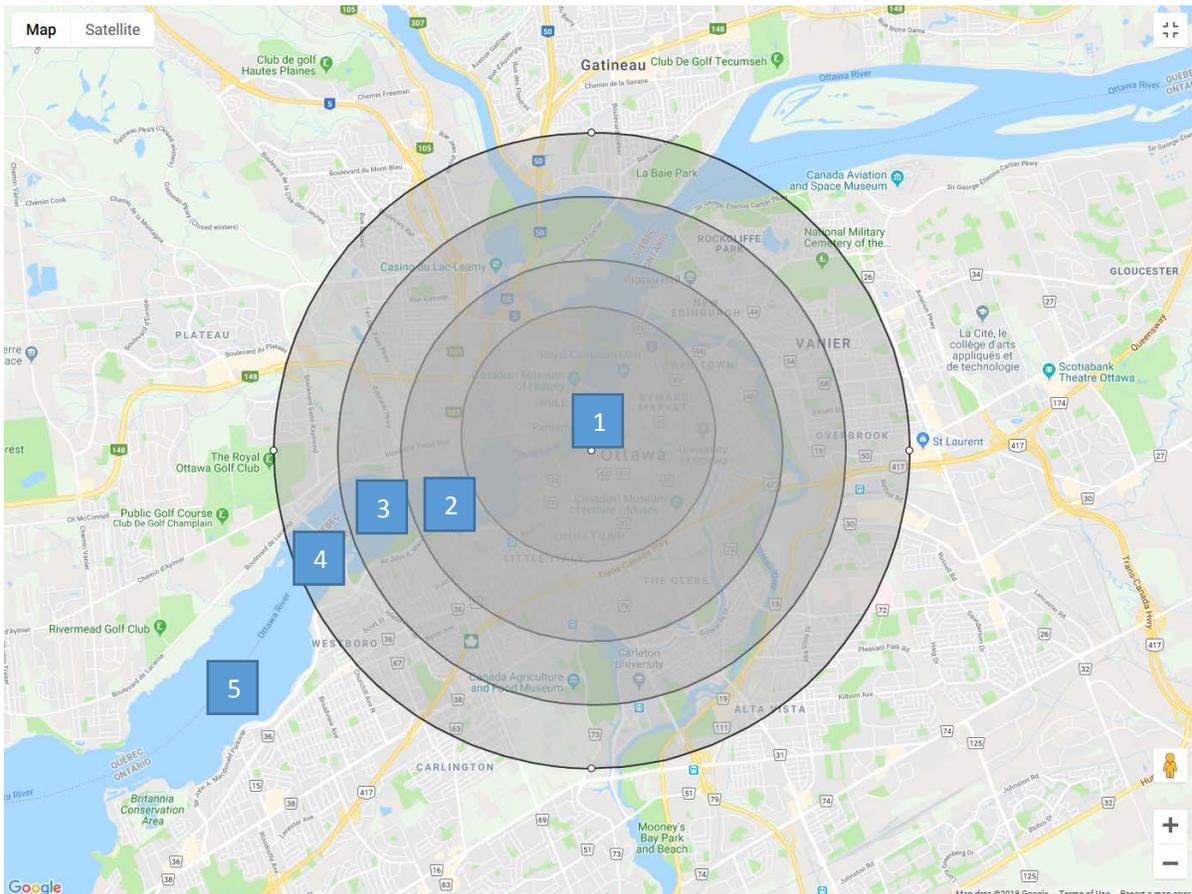
Zone 1 (rayon de 2 km à partir du milieu de la rivière Outaouais derrière l'édifice de la Cour Suprême du Canada)

Zone 2 (rayon de 3 km à partir du milieu de la rivière Outaouais derrière l'édifice de la Cour Suprême du Canada)

Zone 3 (rayon de 4 km à partir du milieu de la rivière Outaouais derrière l'édifice de la Cour Suprême du Canada)

Zone 4 (rayon de 5 km à partir du milieu de la rivière Outaouais derrière l'édifice de la Cour Suprême du Canada)

Zone 5 (rayon de plus de 5 km à partir du milieu de la rivière Outaouais derrière l'édifice de la Cour Suprême du Canada)



Services connexes

Les futurs outils d'approvisionnement prévoient la création de champs de travail pour des services connexes tels que les tests de classement et plan d'apprentissage ainsi que l'assurance de la qualité. Les fournisseurs de services qualifiés dans ces champs ne pourraient se qualifier dans les champs de services de formation linguistiques.

16. Votre entreprise serait-elle intéressée à fournir des services de tests de classement et de plan d'apprentissage ?

Oui

Non

Si non, pourquoi?

17. Selon vous est-il possible de fournir des services de tests de classement et de plan d'apprentissage sans curriculum commun?

Oui

Non

Si non, pourquoi?

18. Votre entreprise serait-elle intéressée à fournir des services d'assurance de la qualité?

Oui

Non

Si non, pourquoi?

19. Selon vous est-il possible de fournir des services d'assurance de la qualité sans curriculum commun?

Oui

Non

Si non, pourquoi?

Stratégie d'approvisionnement

20. A) Dans le prochain outil d'approvisionnement, TPSGC prévoit de permettre aux utilisateurs désignés de choisir l'offrant qualifié qui recevra la commande subséquente. Quelle serait, selon vous, la valeur maximale d'une commande subséquente pour une telle méthode de sélection?

25 000\$

50 000\$

75 000\$

100 000\$

Autre montant (préciser) : _____

B) Pour les commandes subséquentes d'une valeur plus élevée que le maximum allouant le choix de l'utilisateur désigné, quelle serait la méthode à privilégier pour choisir le fournisseur qui recevra la commande subséquente?

Droit de premier refus

Rotation des fournisseurs

Un seul fournisseur nommé pour ces commandes

Proportionnel (chaque fournisseur reçoit un certain % de ce type de besoin)

Autre (préciser) : _____

Veillez expliquer votre choix :

21. Veuillez nous faire part de tout autre commentaire ou suggestion :